

1) pour éviter les sanctions sous prétexte d'insuffisance ;

2) parce que l'instruction militaire est une nécessité dans la lutte prolétarienne pour le pouvoir.

Mais est-ce que le bolchévick était le meilleur soldat sous l'angle de l'effort de guerre en général ? Evidemment non. Sa propagande révolutionnaire accélérât la désintégration de l'armée tsariste.

Conseiller à nos camarades enrôlés dans l'armée rouge d'apprendre à fond l'art militaire est correct. Leur conseiller d'éviter, en temps de guerre, les formes d'activité destinées à accélérer la désintégration de l'armée rouge équivaldrait à aider politiquement Staline. Cela équivaldrait à se détourner des tâches premières de la révolution ; car la masse des soldats et des travailleurs ne commencera à se tourner vers notre programme que lorsqu'elle s'orientera vers la révolution.

Notre accord militaire hypothétique entre les travailleurs allemands et les chauvins allemands ne peut s'appliquer

au régime stalinien. Car alors que les forces chauvines illégales n'auraient pas la force d'extérioriser leur hostilité envers les formations ouvrières, si ce n'est sous forme de meurtres sporadiques, trahisons, etc., le gouvernement stalinien, au contraire, dirige l'appareil de répression le plus concentré du monde entier. Les unités combattantes prolétariennes ne peuvent naître qu'au travers d'une lutte à mort avec la machine d'Etat stalinienne. Sans des unités prolétariennes de lutte, le renversement du stalinisme est impossible. Sans la poursuite d'une politique de sape et de désintégration de l'armée rouge par des moyens de propagande révolutionnaire, aucune unité de combat prolétarienne ne peut naître.

Naturellement, nous ne pouvons gagner que quelques adhérents épars à notre programme jusqu'à ce que des changements décisifs se produisent dans la conscience des masses. Les formations de combat bolchéviques naissent en même temps que les comités d'usine et les soviets. Mais que les événements révolutionnaires se produisent

en temps de paix ou durant la guerre, la politique doit être la même : désintégrer et écraser la machine d'Etat stalinienne, quelle que soit la situation militaire de l'U.R.S.S.

Marx et Engels soutinrent la guerre de la Prusse contre la France avant qu'elle ne devienne une guerre de conquête. L'état de développement de l'économie prussienne ne rendait pas inévitable une guerre de conquête. Aujourd'hui, dans la lutte opposant les grandes puissances, les guerres de conquêtes, suivies de la destruction des forces productives, sont inévitables. La victoire de l'impérialisme stalinien, comme celle de l'impérialisme du capital financier dans une guerre future conduirait à la destruction industrielle et à l'esclavage politique. Si le prolétariat s'avère trop faible pour empêcher l'éclatement d'une troisième guerre mondiale, alors la tâche des travailleurs des deux côtés du front sera le renversement de leurs propres oppresseurs immédiats.

4 septembre 1946.

(Irlande).

# EXTRAITS D' Esquisse d'une thèse sur l'U. R. S. S. <sup>(1)</sup>

par Lucien MAGNEUX, R. GUÉRIN et M. DARBOUT

## II. — L'ÉTAT RUSSE

De la conception traditionnelle de la IV<sup>e</sup> Internationale de l'Etat ouvrier dégénéré, résultait la perspective de l'écrasement de cet Etat, incapable de tenir tête à de grandes crises historiques.

Et même en février 1944, la conférence du S. E. déclarait :

« La guerre aiguësant de façon inévitable la contradiction de l'économie russe, a sonné inévitablement l'heure de la liquidation de la bureaucratie bonapartiste stalinienne. Celle-ci périra inéluctablement, soit sous les coups de l'impérialisme mondial, soit sous ceux de la révolution prolétarienne mondiale... La bureaucratie prise entre l'impérialisme et la montée révolutionnaire sous la pression de ses contradictions internes tendra de plus en plus à se disloquer. »

Ces perspectives se sont révélées absolument fausses. Au lieu de rechercher si l'erreur ne découle pas d'une fausse appréciation de l'Etat russe on la justifie par une dialectique compliquée et la IV<sup>e</sup> Internationale en ne progressant pas sur cette question théorique se prépare à commettre de nouvelles erreurs, combien plus tragiques en effet. Dans

le conflit U.R.S.S.-U.S.A. nous devons avoir une position claire et nette. Serons-nous demain au nom de la « défense de la propriété collective de l'U.R.S.S. », les meilleurs soldats dans le camp de Staline, ou lutterons-nous pour la révolution prolétarienne dans tous les pays.

Notre position, au cours de la préparation du conflit U.R.S.S.-U.S.A., comme au cours de ce conflit, dépend donc de notre analyse du caractère social de la Russie. Nous apportons une esquisse d'analyse que nous préciserons au cours de la discussion dans le parti, avec l'aide de tous ceux que ne paralyse pas le respect de la tradition.

Nous n'insisterons pas sur les conditions de travail, sur la situation matérielle et morale des travailleurs russes. Ni non plus sur le fait que ces derniers ont été dépossédés de tout pouvoir politique réel. Nos « défensistes » sont, là-dessus, d'accord, mais il nous répondent que « tous ces faits ne mettent pas directement (?) en cause la nature prolétarienne de l'Etat soviétique », car « la dictature d'une classe se définit non par la situation politique de cette classe mais par la forme de propriété dominante, forme de propriété qui détermine l'ensemble de l'appareil politique ». Mais est-ce la forme juridique de la propriété ou les rapports réels des classes dans l'économie qui déterminent quelle est la classe dominante ? Or le prolétariat russe a été complètement dépossédé du contrôle de l'économie. De 1929 à 1931, une série de grands décrets ont aboli en droit, dans des termes clairs et précis, toute espèce de trace de contrôle ouvrier.

Le 7 septembre 1939. — La C. E. du P. C. prend un arrêté qui sera la source de toute la législation sur le commandement unique :

« Le C. C. du Parti communiste constate que, malgré les résultats appréciables obtenus en matière de développement industriel, l'ordre indispensable ne règne pas encore dans l'administration des usines. Les fonctions et les obligations des trois organismes de direction : directeur, comité ouvrier et cellule communiste, ne sont pas délimitées avec assez de netteté. Les organes syndicaux et communistes s'ingèrent encore dans les opérations incombant à la direction. Il en résulte que des questions économiques et techniques sont souvent tranchées au hasard et parfois de façon erronée... »

« L'arrêté du C. C. signale qu'il est urgent de mettre un terme à toutes ces anomalies et d'établir définitivement le commandement unique du directeur, en vue de renforcer la discipline du travail, relever le rendement individuel et la productivité du travail, améliorer l'organisation de la production et appliquer les principes d'une saine économie.

« Les pouvoirs du directeur. — Dorénavant, le directeur d'une entreprise sera entièrement responsable de l'exécution des plans de production et du budget. Lui seul aura le droit de donner des ordres dans le domaine de la production, aussi bien aux fonctionnaires et employés qu'aux ouvriers industriels. Ces derniers sont tenus d'obéir strictement aux ordres reçus quelle que soit la situation qu'ils occupent au sein du parti communiste ou des organisations syndicales. Le directeur a notamment le droit exclusif d'engager le personnel administratif et technique. Lors

(1) Ce texte a été présenté au III<sup>e</sup> congrès du P. C. I. français.

Les trois camarades signataires se sont déclarés d'accord avec le texte du camarade G. Munis : « Les révolutionnaires devant la Russie et le stalinisme mondial », et avec l'article de Daniel Logan : « L'explosion d'impérialisme bureaucratique ».